

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE ROUEN NORMANDIE

Immeuble le 108
108 Allée François Mitterrand - CS 50589
76100 Rouen

Références : 2026.03.T.83
Code AIOT : 0005800489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement METROPOLE ROUEN NORMANDIE implanté Rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2026, l'inspection s'est rendue le 18 février 2026 sur le site de la Métropole Rouen Normandie situé au n°2, rue de l'Ancienne Mare à Petit-Quevilly (76140), afin de vérifier la conformité de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juin 1997 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et 11 octobre 2012 sur les thématiques de la surveillance des rejets aqueux et atmosphériques et des moyens de lutte contre un incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE ROUEN NORMANDIE
- Rue de l'Ancienne Mare 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 24 juin 1997 (modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 mars 2005 et du 11 octobre 2012) à incinérer des boues de station d'épuration urbaine.

De plus, le site relève de la directive dite IED au titre de la rubrique n°3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) s'appliquent ainsi aux installations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a bien noté que l'exploitant a engagé une démarche en collaboration avec le CEREMA pour définir une méthode d'échantillonnage sur les sables issus des dessableurs du prétraitement de l'usine afin de les caractériser au sens du guide SETRA de mars 2011 pour une utilisation en technique routière, notamment en lit de pose dans le cadre de travaux d'assainissement. Les résultats d'analyse (sur les 3 dernières années) transmis à l'inspection étaient conformes pour un usage en technique routière.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositif de traitement et mesure	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.3.9	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 jour
10	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.3	/	Sans objet
3	Effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.5	/	Sans objet
4	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.4.5	/	Sans objet
7	Consigne de sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.2.1	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.8	/	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'attirer l'attention de l'exploitant sur ses moyens à mettre en œuvre pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou d'un incendie et sur les compteurs d'indisponibilité des dispositifs de mesure et de traitement des effluents.

Il est ainsi attendu de la part de l'exploitant de s'assurer du respect du compteur de cumul limité à 200h sur une année, de disposer des moyens nécessaires en débits d'eau pour lutter contre un sinistre (transmission de l'avis du SDIS76 et de la fiche FIRE).

Enfin, concernant l'exploitation du site, l'exploitant doit vider et nettoyer les zones de rétention extérieures et prévenir de toute pollution des sols lors de l'entreposage de conteneurs à l'extérieur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.1.10.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance portant sur ses rejets d'eaux résiduaires. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ce programme est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Paramètres	Fréquence de surveillance MTD	Valeur limite NEA-MTD	Unités
Débit	en continu	70	m ³ /jour
pH	en continu	5,5 < pH < 8,5	-
MES	journalier	300	mg/L
COT	continu ou journalier	40	mg/L
As	mensuelle	0,05	mg/L
Cd	mensuelle	0,03	mg/L
Cr	mensuelle	0,1	mg/L
Cu	mensuelle	0,15	mg/L
Ni	mensuelle	0,15	mg/L
Pb	mensuelle	0,06	mg/L
Sb	mensuelle	0,9	mg/L

TI	mensuelle	0,03	mg/L
Zn	mensuelle	0,5	mg/L
Hg	mensuelle	0,01	mg/L
Dioxines/furanes PCDD/PCDF	mensuelle	0,05	ng/L
Fluorures*	hebdomadaire	15	mg/L
CN Libres*	semestrielle	0,1	mg/L
hydrocarbures totaux*	semestrielle	5	mg/L
AOX*	semestrielle	5	mg/L

Constats :

L'inspection constate que la surveillance des effluents aqueux est réalisée correctement en fonction des paramètres et des fréquences et qu'il n'y a pas eu de dépassements des valeurs limites d'émission depuis la dernière visite d'inspection du 18 juin 2025.

Les analyses sur les paramètres (CN, Hydrocarbures totaux et AOX) sont bien réalisées tous les semestres (le 22 janvier et 9 juillet 2025) et n'ont pas relevé de dépassements aux valeurs limites contrairement à ce qui est affiché dans GIDAF. L'exploitant indique en effet qu'il y a des erreurs dans le cadre de surveillance (VLE mini au lieu de max et des fréquences non réglementaires) et le précise dans la partie "observation". Suite à la visite, l'inspection a corrigé le cadre de surveillance GIDAF qui devrait être effectif le mois prochain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif de traitement et mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité
Prescription contrôlée : DISPOSITIFS DE TRAITEMENT (...) Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les opérations d'entretien sont programmées au travers d'un plan de maintenance. (...) Pour chacun de ces paramètres, il définit également un domaine de sûreté comportant un seuil de niveau haut ou bas, doit déclencher une alarme auprès du personnel concerné qui met en œuvre les actions correctives permettant de revenir au plus vite dans le domaine de sûreté. La liste de ces paramètres est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures et les franchissements des seuils ainsi que les actions correctives mises en œuvre doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne doit pas excéder 200 heures cumulées sur une année (ces heures sont comptabilisées en dehors des temps de mises en régime et arrêts des unités). Ces heures incluent la durée d'indisponibilité des dispositifs de mesure (...).L'indisponibilité des appareils de traitement n'impose pas de fait l'arrêt des installations, qui reste conditionné au constat d'un dépassement des valeurs limites mesurées en continu pendant plus de quatre heures cumulées. La durée cumulée de fonctionnement sur une année de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. (...) L'exploitant doit prendre dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires pour respecter les prescriptions relatives aux dispositifs de traitement, en réduisant ou en arrêtant si besoin l'incinération des déchets. (...) La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. Au-delà l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de mesures aient été effectués. Lors de la période effective de fonctionnement, la mesure des rejets atmosphériques est considérée comme indisponible du fait d'un arrêt, dérèglement, défaillance technique, calibrage manuel ou vérification de l'absence de dérive (hors zéro Ref) du dispositif de mesure si le temps de l'indisponibilité de mesure entraîne une invalidité de moyenne semi-horaire. Cette durée prend en compte les temps d'arrêts liés : à la régularisation de l'appareil (débit, température des fumées insuffisante, ...), aux périodes de maintenance, aux changements de cartouches. La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. Lors de la période effective de fonctionnement, la mesure sur les rejets atmosphériques est consi-

dérée indisponible du fait d'un arrêt, dérèglement, défaillance technique, calibrage manuel ou vérification de l'absence de dérive (hors zéro Ref) du dispositif de mesure si le temps d'indisponibilité de mesure entraîne une invalidité de moyenne semi-horaire.

En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.

Au-delà des soixante heures cumulées sur une année calendaire, l'installation doit être mise à l'arrêt jusqu'à ce que les travaux de remise en état des équipements de mesures aient été effectués.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas eu de conditions opératoires de fonctionnement autres que normales (OTNOC) en 2025. L'inspection constate que la durée cumulée d'OTNOC ne dépasse pas la limite fixée à 250h par an et par ligne.

Il est fait un point sur les durées maximales d'indisponibilité réglementaire :

a) des dispositifs de mesure

- en semi-continu des dioxines/furanes : compteur dont la limite est fixée à **15 %** du temps de fonctionnement annuel effectif de l'installation. **Elle est de 2,2 % pour l'année 2025 ;**

- en continu des substances (hors mercure) : un compteur dont la limite est fixée à **10 h d'affilée et 60 h sur l'année par dispositif de mesure**. L'inspection constate qu'il n'y a pas eu d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu des substances en 2025.

b) des dispositifs de traitement des effluents :

- durée pendant laquelle les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées dont la limite est fixée à **4 h d'affilée et 60 h sur l'année**. L'inspection constate des dépassements de la VLE 30 minutes poussières fixée à 5mg/Nm³. Le cumul des durées de dépassements est de 4H30 en Novembre et 7 heures en décembre pour l'année 2025. Toutefois, la durée maximale de **1,5 h d'affilée** et le **cumul de 11,5 heures** sur l'année 2025 restent dans les limites fixées.

c) Le cumul sur une année des indisponibilités (sur les deux points précédents) ne doit pas dépasser **200 h**. L'inspection constate que ce paramètre n'est pas identifié et calculé par l'exploitant.

Pour rappel, il n'y a pas de mesure en continu sur le mercure qui est suivi semestriellement.

Les indisponibilités s'expliquent par :

- le dysfonctionnement de la sonde de température de l'analyseur des dioxines/furanes, le dimanche 5 octobre 2025 et qui a été remplacé le 10 octobre 2025 ;

- le dysfonctionnement de l'électrofiltre provoquant des dépassements de la VLE (30mn) poussières du 13 novembre 2025 au 28 décembre 2025, plus de dépassement depuis le 28 décembre 2025.

Commentaire :

L'exploitant doit indiquer les valeurs limites d'émission des paramètres ainsi que les durées maximales réglementaires dans les tableaux de synthèse de suivi des mesures transmis à l'inspection pour faciliter la lecture des données.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre le calcul du

compteur de cumul d'indisponibilité sur une année afin de s'assurer que la limite fixée à 200 h est respectée. Il doit également suivre et indiquer ce compteur dans son tableau de suivi mensuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les fours d'incinération sont conçus, équipés, construits et exploités de manière à ce que les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites fixées ci-après, et de manière à limiter au maximum la formation d'un panache visible en sortie des cheminées.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec. Les valeurs limites d'émissions associées au fréquence de surveillance sont les suivantes :

Paramètres	Concentration limite en moyenne journalière	Fréquence de surveillance
Poussières totales	5 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
COVT (composé organique volatil total)	10 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
CO (monoxyde de carbone)	50 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
HCl (chlorure d'hydrogène)	8 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
HF (Fluorure d'hydrogène)	1 mg/m ³	semestrielle
SO ₂ (dioxyde de soufre)	40 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu

NOx (oxyde d'azote)	150 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
NH ₃ (ammoniac)	10 mg/m ³	moyenne journalière mesure en continu
Cd+Ti (cadmium et ses composés, exprimés en cadmium + thallium et ses composés, exprimés en thallium)	0,02 mg/m ³	semestrielle
Hg (mercure et ses composés, exprimés en mercure)	0,02 mg/m ³	semestrielle
Total des autres métaux lourds (Sb+AS+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+N i+V)	0,3 mg/m ³	semestrielle
PCDD/PCDF (Dioxines et furannes)	0,08 ng/m ³	mensuelle (toutes les 4 semaines)
Benzo(a)pyrène	-	1 fois par an

Constats :

L'inspection constate que la surveillance des effluents gazeux est réalisée correctement en fonction des paramètres et des fréquences (en continu, en semi-continu ou mensuelles) et qu'il n'y a pas eu de dépassements des valeurs limites d'émission en moyenne journalière en sortie de la cheminée de l'incinérateur sur l'année 2025.

L'exploitant présente les résultats d'analyse sur les paramètres (Cd+Ti, Hg, Total des autres métaux, HF) à fréquence semestrielle et sur le benzo(a)pyrène à fréquence annuelle réalisée respectivement le 26 mai et le 14 octobre 2025.

L'inspection constate que le benzo(a)pyrène n'a pas été détecté et qu'il n'y a pas eu de dépassements aux valeurs limites d'émissions sauf pour le mercure mesuré à 33 µg/m³ en mai (VLE à 20 µg/m³) mais conforme en octobre avec une mesure à 10 µg/L.

L'inspection note que les valeurs limites pour le mercure (Hg), le cadmium et thallium (Cd+Ti) et les métaux totaux indiquées dans le rapport d'analyse ne correspondent pas aux VLE applicables aux installations.

Commentaire :

L'exploitant doit veiller à communiquer au bureau d'analyse les VLE réglementaires et applicables sur tous les paramètres. Il veillera également à indiquer les valeurs limites d'émission dans les tableaux de suivi mensuels des émissions atmosphériques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.2.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, campagne de mesures externes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures par an :

- de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du fluorure d'hydrogène (HF) s'il n'est pas mesuré en continu,
- des paramètres visés aux paragraphes 3.2.5.4 et 3.2.5.5.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a réalisé une mesure sur le paramètre benzo(a)pyrène le 14 octobre 2025 dont la valeur mesurée est à zéro.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.3.9
Thème(s) : Autre, Huiles usagées
Prescription contrôlée : Les huiles usagées sont collectées et éliminées conformément au décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.
Constats : L'inspection constate que les huiles usagées sont stockées en fût de 200 litres et entreposées sur rétention. Elles font l'objet d'une traçabilité dématérialisée via l'application Trackdéchets et sont évacuées vers une filière d'élimination dûment autorisée et connue de l'inspection. L'inspection constate la présence d'un conteneur type IBC stocké à même le sol sans rétention et laissant couler un liquide blanc (a priori un polymère) en direction d'une zone de rétention saturée qui est destinée à prévenir les déversements accidentels lors du rempotage d'une cuve à fioul enterrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°2 :</u> l'exploitant doit procéder <u>dès à présent</u> à l'évacuation du conteneur de type IBC et au vidage et nettoyage de la rétention avant le prochain rempotage de la cuve à fioul qu'il pourra justifier auprès de l'inspection par la transmission par exemple de photographies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 jour

N° 6 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 3.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des valeurs d'émission
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser périodiquement (au moins une fois tous les 3 ans), à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement. L'exploitant ouvre un registre dans lequel il reporte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la localisation des points de mesure,• la fréquence des mesures de bruits à effectuer. Les éléments constituant ce registre doivent être soumis à l'approbation de l'inspecteur de installations classées. La mesure des émissions sonores est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministé-

riel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. La durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins.

En cas de non-conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a réalisé une étude de bruit le 20 et 21 novembre 2025. Le rapport conclut que les niveaux sonores en limite de propriété sont conformes en tout point. Il précise également que les dépassements des niveaux sonores relevés au point 1 à l'entrée du site (58,5 dB(A) pour 50 dB(A) autorisés dans l'arrêté préfectoral) et 2 à proximité de la bascule (64 dB(A) pour 60 dB(A) autorisés dans l'arrêté préfectoral) sont liés à l'exploitation de la station d'épuration (non ICPE) en période nocturne et au trafic routier, en période diurne.

Aucune mesure en zone à émergence réglementée (ZER) n'a été réalisée par le bureau d'étude justifiée par l'absence d'habitation directe à l'établissement, les premières maisons se situant à environ 500 mètres au sud et à l'est du site.

L'inspection constate que le site n'a pas non plus fait l'objet de plainte de bruit en 2025 et que les valeurs mesurées n'excèdent pas les valeurs fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consigne de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Le personnel doit être formé aux dangers présentés par les procédés de fabrication ou les matières mises en œuvre, les précautions à observer et les mesures à prendre en cas d'accident.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets,
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens à utiliser en cas d'incendie,
- l'évacuation des personnels,
- la procédure d'alerte,
- les procédures d'arrêt d'urgence.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement (produits de neutralisation, produits absorbants, ...).

Constats :

L'exploitant précise être certifié ISO 450001 (Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail).

Il déclare tenir à jour via une application interne les passeports de son personnel qui est habilité de niveau 1 pour la formation à la sécurité. Une formation dite «extincteur» est réalisée une fois par an à l'ensemble du personnel.

L'exploitant précise effectuer le 1/4 d'heure sécurité et un point tous les matins et tient à disposition du personnel un classeur des consignes à tenir dans le poste de contrôle de l'incinération.

Trois exercices ont été réalisés en 2025 : sur l'évacuation des lieux, un incendie (en présence des pompiers) et sur une défaillance du système de contrôle de l'incinération. L'exploitant n'a pas pu présenter les comptes-rendus des exercices mais déclare que son personnel a les bons réflexes même s'il y a toujours des points à améliorer.

L'exploitant indique disposer désormais de réserves suffisantes de produits et matières consommables pour assurer la protection de l'environnement (produits de neutralisation, absorbants...) depuis la mise en place en juillet 2025 de fiches d'état de stock sur les produits en magasin. L'inspection a constaté la présence d'absorbant dans les bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.8

Thème(s) : Autre, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par des personnes compétentes. En outre, les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables. Les installations sont protégées contre les effets de la foudre conformément à la circulaire et à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ainsi qu'à la norme NF-C 17100. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et le cas échéant de l'installation extérieure de protection contre la foudre doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur.

Constats :

L'exploitant avait transmis par courriel du 19 août 2025, le rapport Q18 associé à la vérification des installations électriques du site concluant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant présente son tableau de suivi des installations électriques dans le lequel il reste 2 observations à lever :

- la première porte sur la nécessité d'un arrêt de l'usine pour réaliser une vérification de l'ensemble du site, qui est programmé le 1er juin 2026 dans le cadre de la prochaine vérification périodique ;
- la seconde sur l'absence de continuité à la terre sur des prises de courant dans le bureau : l'exploitant déclare que ce point est levé mais ne peut le confirmer, le jour de l'inspection.

Commentaire :

L'exploitant veille sous sa responsabilité à assurer le suivi des observations relevées dans les différents rapports de vérification des installations électriques nécessitant des actions correctives compte tenu du risque présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.10

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'évacuation des fumées en cas d'incendie des locaux de plus de 300 m² s'effectue par l'installation d'un désenfumage naturel constitué, en partie haute et en partie basse du volume, d'une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur, de surfaces utiles respectives supérieures au 1/100ème de la surface au sol du local avec un minimum de 1 m².

Les dispositifs d'ouverture doivent être facilement manœuvrables depuis le plancher du local près d'une issue.

Constats :

L'inspection constate que le dispositif de désenfumage a été vérifié en décembre 2025 dans l'attente du rapport.

Le rapport du contrôle précédent du 22 novembre 2024 avait conclu que les 21 ouvrants (18 pneumatiques et 3 mécaniques) dans les bâtiments d'incinération et de prétraitement étaient tous opérationnels et fonctionnels.

Commentaire :

Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2005, article 4.12

Thème(s) : Autre, Défense intérieure et extérieure contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/06/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et extincteurs pour lutter efficacement contre l'incendie. Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux

risques à couvrir.

4.12.1. Défense extérieure contre l'incendie

Le réseau d'eau d'incendie est maillé et sectionnable. Il comporte au minimum 2 poteaux incendie pouvant délivrer simultanément un débit unitaire de 60 Nm³/h sous une pression minimale de 1 bar.

La défense incendie du site est également assurée par au moins une prise d'eau "pompiers" installée et repérée sur l'un des clarificateurs de la station d'épuration. Cette prise d'eau (munies d'un demi-raccord de 100 mm permettant le branchement aisé des matériels des sapeurs-pompiers) doit être facilement accessible aux moyens de secours extérieurs.

L'établissement dispose d'au moins deux groupes de pompage et de deux sources d'énergie distinctes pour l'alimentation du réseau d'eau incendie.

4.12.2. Défense intérieure contre l'incendie

Des extincteurs appropriés aux risques encourus sont disponibles sur le site en nombre suffisant. Leur emplacement est matérialisé.

Des membres du personnel spécialement désignés sont formés à l'utilisation des moyens de secours. Des exercices doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur un registre de sécurité.

Constats :

L'exploitant a rencontré le service départemental de l'incendie et de secours de la Seine Maritime (SDIS76) le 4 août 2025 afin d'échanger sur les débits des poteaux incendie, les volumes d'eau disponible sur le site pour lutter contre un incendie et d'élaborer une fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) qui a été transmise à l'inspection le 11 août 2025.

Cette visite a permis au SDIS76 de répertorier les poteaux incendie sous les n°185 et 186 sur la carte de consultation de la défense extérieure contre l'incendie en Seine-Maritime, classés disponibles avec des débits mesurés respectivement à 53,6 et 56 m³/h.

L'inspection constate que les poteaux incendie (n°185 et 186) et les prises d'eau du site sont désormais visibles et dépourvus de toute végétation.

Elle constate également la présence de 2 autres poteaux incendie (n°83 et n°74) situés à l'extérieur du site, à l'entrée pour l'un et à moins de 150 mètres pour l'autre avec des débits à 60 m³/h répondant ainsi à la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 2005.

L'exploitant déclare que le test de pompage du 25 novembre 2025, en collaboration avec le SDIS76 a permis de valider une réserve d'eau à partir du clarificateur de la station (d'une capacité de 1 750 m³) situé à l'entrée du site. Les prises d'eau du second clarificateur n'étant pas suffisamment accessibles, ce point d'eau a été écarté. Le site dispose ainsi d'une prise d'eau « pompiers » installée sur un clarificateur situé à l'entrée du site.

L'exploitant précise qu'un deuxième test est prévu avec le SDIS76 afin de tester deux camions de pompage sur deux prises d'eau en simultanée. Le site ne dispose pas de groupes de pompes jugés non nécessaires avec le soutien des camions des pompiers qui peuvent se connecter directement sur les prises d'eau. Un avis du SDIS76 est attendu pour valider les moyens de lutte contre un sinistre.

Concernant la gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant doit disposer d'une ca-

capacité de stockage de 240 m³. L'exploitant a transmis sa procédure précisant qu'un système de pompage automatique se met en place pour vider la fosse toutes eaux (renvoyées dans le process) ce qui permet de disposer d'une capacité immédiate de 64 m³ pour recueillir les premières eaux d'extinction. Un second dispositif de pompage doit ensuite être mis en œuvre pour diriger les eaux d'extinction de la fosse vers le bassin tampon (cellule n°3) d'une capacité de 7 000 m³. L'exploitant déclare réfléchir à un dispositif de pompage entre la fosse et le bassin tampon pérenne sur le site.

Commentaire :

Il est de la responsabilité de l'exploitant de disposer d'un dispositif de pompage entre la fosse et le bassin tampon à court et long terme pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie et prévenir une pollution du milieu naturel, notamment la Seine. Ce transfert vers le bassin tampon devra être réalisable en toutes conditions, même en cas d'incendie avec éventuelle coupure d'électricité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection l'avis du SDIS76 validant les moyens nécessaires en débits d'eau pour lutter contre un sinistre et la non nécessité de dispositif de pompage interne tel que motopompe. La fiche FIRE sera mise à jour et également transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois